

# Les RAF mettent l'emploi dans l'animation au premier plan

Pour sa cinquième édition, qui s'est tenue à Angoulême les 21 et 22 novembre, les Rencontres animation formation (RAF) ont réuni près de 200 participants, soit une augmentation de 25% par rapport à l'an passé. ■ PATRICK CARADEC

**L'**engouement des professionnels pour les Rencontres animation formation (RAF), un espace de dialogue unique entre producteurs, responsables d'écoles et pouvoirs publics, organisé par Magelis, ne se dément pas. Le programme très riche de cette édition aura permis de mettre en lumière les fortes interrogations sur l'emploi et les débouchés pour les 500 élèves qui sortent des écoles d'animation chaque année, à l'assaut d'un marché du travail estimé à 5 000 salariés. Ce qui pose clairement la question des politiques d'aides ayant un impact majeur sur les volumes de production. "Le long métrage d'animation français se contente d'une part de marché de 17,3% sur les entrées, explique

Stéphane Le Bars, délégué général du SPFA. Nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins. Il y a un minimum d'argent pour les films d'animation, avec le goulet d'étranglement des chaînes hertziennes. Comment passe-t-on cet obstacle pour prendre une part



© DR

de marché plus importante face aux films américains ?" Mais la série d'animation ne sort pas indemne de la crise. Dans un secteur qui emploie 80% d'intermittents, l'impact est surtout visible sur les effectifs permanents qui diminuent chaque année de 8% depuis 2010, comme le montrent les statistiques dévoilées par Audiens. Les sociétés de production réduisent la voilure pour tenir le coup dans une conjoncture difficile. Résultat : le nombre de permanents formés a été divisé par deux depuis 2008, selon l'Afdas.

## LE COÛT DU 100% FRANÇAIS

Ce paysage mitigé incite à poser la question des statistiques disponibles pour connaître la réalité de l'emploi dans le secteur.

Aujourd'hui, seule l'évolution de la masse salariale (89 M€ en 2012, stable depuis 2010) est disponible. "Je plaide depuis plusieurs années pour que l'on dispose du nombre d'heures travaillées chaque année dans l'animation, ce qui permettrait de tenir compte des fluctuations liées à l'intermittence, explique René Broca, délégué général de Reça, le réseau des écoles du cinéma d'animation. L'autre statistique indispensable serait de connaître le coût de l'animation réalisé à 100% en France."

Ce qui débouche sur la question de la relocalisation du travail dans l'Hexagone, traitée lors des RAF sous plusieurs angles. Le SPFA reconnaît que l'évolution du barème du Cosip est nécessaire. "Nous n'avons pas pu avancer à ce sujet depuis un an et demi à cause des incertitudes bruxelloises, explique Stéphane Le Bars. Maintenant que la situation est clarifiée, nous allons reprendre les discussions sur l'évolution des points d'agrément avec le CNC. Mais le véritable enjeu actuel reste le long métrage. Plusieurs films aux budgets importants ont été délocalisés, notamment au Canada. Cela pose clairement la question de l'attractivité de notre crédit d'impôt pour les films d'animation à gros budget. Cela passe aussi par un travail sur la spécificité de l'animation dans les dispositifs d'aide." ❖